

FABRICATION DE TABACS

Les Émiratis vendent leurs parts dans la STAEM

Un des leaders mondiaux dans la fabrication de tabacs, la compagnie Philip Morris, a acquis 25% de la société des tabacs algéro-émiratie (Staem). Pour un montant de 625 millions de dollars, Philip Morris a pris une participation de 49% dans la holding émiratie Arab Investors TA qui détient 51% de la Staem. Quant aux 49% de la Staem, créée depuis 2002, ils sont détenus par l'entreprise publique, la Société nationale des tabacs et allumettes (SNTA).

Ainsi, Philip Morris disposera d'un intérêt économique de près de 25% dans la société algéro-émiratie, suite à un accord définitif auquel les deux parties ont abouti, indiquait un communiqué rendu public fin septembre 2013 et repris en début octobre dernier par plusieurs sites d'information financière.

De fait, cette prise de participation permettra à Philip Morris, basée à New York et cotée en

Bourse, de poursuivre sa stratégie de croissance et d'expansion géographique. Et ce, dans la mesure où la compagnie internationale qui réalise l'essentiel de ses ventes à l'international et dispose d'une part de marché mondiale de 17,4% a lancé une dynamique de consolidation de ses résultats financiers en 2014, prévoyant une croissance de l'ordre de 10% par an, ainsi qu'un positionnement meilleur par rapport

à ses principaux compétiteurs mondiaux (China National Tobacco Corporation, British American Tobacco et Japan Tobacco). L'opportunité pour Philip Morris de renforcer sa pénétration du marché nord-africain, de développer son réseau de fabrication et de distribution de ses marques.

En ce sens, cette compagnie avait accordé une licence à la Staem dès 2005 pour la fabrication des marques L&M et Marlboro. A ce propos, le président du groupe Philip Morris pour l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afrique, Miroslav Zielinski, avait indiqué dans ce communiqué que l'Algérie représente «un énorme potentiel pour la croissance future», en tant

que quatrième puissance économique du continent africain (en termes de richesses).

Un marché de 30 milliards de cigarettes et d'une valeur de 2, 3 milliards de dollars et qui devrait enregistrer une croissance de 3,4% jusqu'en 2015. Une prise de participation qui, semble-t-il, n'a encore suscité aucune réaction des pouvoirs publics algériens.

Or, ceux-ci sont généralement soucieux, outre le principe d'un actionnariat majoritairement national, d'exercer le droit de préemption en faveur de l'Etat quant une cession d'actifs est opérée à des prix bas et qu'une activité industrielle cesse. Une argumentation que le ministre du Développement indus-

triel avait, certes, mis en avant concernant l'affaire Michelin Algérie mais qui ne semble pas cependant s'appliquer dans le cas de la Staem. Et ce d'autant que la reconfiguration du capital de cette société algéro-émiratie a été opérée, certes sans impact négatif attendu sur l'activité industrielle ou l'employabilité, mais sans être clarifiée par rapport à l'obligation d'un actionnariat national.

Notons également que la reconfiguration opérée implique un changement de cap de la compagnie émiratie lata vis-à-vis du marché algérien, même si aucune volonté de désengagement n'a été exprimée.

Chérif Bennaceur

RENFORCEMENT DE LA FLOTTE DE L'ENTMV

Les Espagnols en force pour la construction d'un car-ferry

Soumission en force des Espagnols à l'appel d'offres international lancé par l'Entreprise nationale de transports maritimes de voyageurs (ENTMV), portant acquisition d'un car-ferry.

C'est ce que l'opération d'ouverture des plis effectuée hier a révélé avec pas moins de trois soumissionnaires ibériques sur les cinq constructeurs qui se sont manifestés. Il s'agit de Chipayad Berreras qui a proposé une offre financière de 13 549 840 000 DA pour un délai de livraison de 26 mois, de Navantis

dont l'offre financière est de 183 500 000 euros pour une durée de livraison de 28 mois et de Armon qui a émis une proposition financière de 171 millions d'euros pour un délai de livraison de 882 jours.

Ceci pour les soumissionnaires espagnols alors que les deux autres, Brodogradevna Industrija Split de Croatie et Meyer Werft d'Allemagne, ont émis des offres financières respectives de 14 913 665 682 DA et 247 millions d'euros pour des délais de livraison respectifs de 24 mois et 900 jours. Ces offres

techniques et financières, toutes retenues, devront être passées au peigne fin par une commission ad hoc qui commencera son travail dès réception du procès-verbal par l'huissier de justice.

On ignore la durée d'étude de ces offres, comme le soutiendra le président-directeur général de l'ENTMV, pour qui cette entité prendra tout le temps qu'il faudra pour enfin opter pour le constructeur qu'elle jugera à même d'avoir répondu au mieux au cahier des charges y afférent. Ce car-ferry d'une

capacité, selon Ahcène Ghraïria, de 2 000 voyageurs et d'un garage de 700 véhicules ou 100 remorques, sera suivi d'une autre acquisition, un car-ferry de moins de cinq ans. Deux acquisitions attendues à l'horizon 2016, à même de renforcer la flotte de la compagnie qui se limite actuellement à seulement 3 car-ferries dont un, le *Tarik Ibn Ziad*, sera cédé après des travaux de mise à niveau aux normes de navigation maritime internationales.

M. K.

BENBADA À BOUMERDÈS

«La pénurie du lait ne touche que le centre du pays»

Questionné sur la pénurie du lait en sachet dans plusieurs localités du pays, le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, nie l'extension de cette pénurie au niveau national. «Il y a un dysfonctionnement dans l'approvisionnement de la poudre de lait au niveau du centre du pays, pas au niveau national. Je vous assure», dit-il, laissant entendre par ailleurs que ce que rapporte la presse des autres régions du pays n'est pas la réalité.

Selon lui, si cette carence dans la distribution de cet aliment a pris une telle proportion, c'est parce qu'elle est survenue dans une région – le centre du pays – sensible de huit millions de consommateurs. Le ministre insiste sur le dysfonctionnement de la production de l'unité de Boudouaou qui n'a pas respecté, d'après lui, un programme convenu avec les pouvoirs publics représenté par l'Onil. Il dit à ce propos : «L'unité de

production de Boudouaou a changé le programme en augmentant la cadence de production. Il y a seulement un dysfonctionnement de production et d'approvisionnement que nous sommes en train de régler.»

Le ministre a quelque peu atténué la portée de l'enquête que son département a diligencée au sujet de cette pénurie dont les médias publics ont fait un large écho concernant les autres régions du pays. Il a déclaré en substance : «Cette enquête concerne également les autres aspects de la production et de la distribution.»

Le complexe Eriad Corso réhabilité

Lors de son périple dans la wilaya de Boumerdès, le ministre a visité plusieurs infrastructures liées au commerce comme le marché de gros des fruits et légumes de Khemis-El-Khechna qui est dans une situation déplorable.

Au niveau de l'ancien marché des fruits et légumes de Boudouaou, qui a été réhabilité,

les marchands se sont plaints de la qualité des travaux réalisés. A Corso, le ministre a été accueilli par l'industriel Benamor pour lui faire visiter le projet de réhabilitation de l'ancien complexe de l'ex-Sempac versé dans l'agroalimentaire.

Lancé en partenariat avec Eriad d'Alger, (70% Benamor et 30% Eriad) le complexe entrera partiellement en production dès le mois de mars prochain pour mettre sur le marché 21 000 pains/jours.

Le complexe qui a nécessité un investissement d'environ 9 milliards de dinars pour sa réhabilitation produira par la suite de la farine et des pâtes alimentaires. 800 postes de travail seront créés. Le ministre a clôturé sa visite par l'inspection du projet du centre commercial de la Cnep. Lancé dans les années 1980, ce centre n'a pas encore été inauguré. Cela se fera, dit-on, lors de la visite du Premier ministre dans la localité, visite attendue dans les prochains jours.

Abachi L.



Photo : Samir Sid

POUR ABSENCE DES PARTIES CIVILES

Nouveau report des procès contre Brahim Hadjas

Les trois procès pour dilapidation de deniers publics et escroquerie notamment contre l'ex-patron de la banque d'affaires Union Bank, Brahim Hadjas, ont été reportés hier au 9 février prochain, a constaté une journaliste de l'APS.

Les trois procès, prévus durant la même audience, ont été reportés «en raison de l'absence des parties civiles», a précisé l'avocat de Hadjas, M^e Guendouzi Rabah. Une des parties civiles, la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), à l'origine de la plainte et du déclenchement d'une procédure judiciaire, était absente à cette audience.

«La BADR est à l'origine de la

plainte contre mon client dans laquelle elle l'accuse de dilapidation de deniers publics», précise M^e Guendouzi. En dépit du report des trois procès, M^e Guendouzi a demandé devant le tribunal de première instance la prescription des peines au profit de son client, puisqu'il a été déjà condamné en 2007.

«L'article 612 du code de procédure pénale stipule que la prescription des peines relève de l'ordre

public et que les peines en matières délictuelles se prescrivent par cinq années révolues à compter de la date du jugement définitif», a indiqué l'avocat.

Brahim Hadjas fait l'objet de plusieurs procès dans différentes juridictions de la wilaya d'Alger (tribunaux de Chéraga, Bab-El-Oued, Bir-Mourad-Raïs et El Harrach). Par ailleurs, l'ex P-dg de la banque privée Union Bank a été condamné par défaut en 2007 dans trois procès différents à 16 ans de prison ferme : (10 années pour dilapidation de deniers publics au détriment de la BADR, trois ans pour escroquerie

et trois autres années pour abus de confiance.

Sur la question de son arrestation au printemps dernier au Maroc puis son extradition vers l'Algérie, fin décembre dernier, sur la base d'un mandat d'arrêt international lancé contre M. Hadjas par la justice algérienne, son avocat dément catégoriquement cette version des faits de son arrestation.

«Il s'était lui-même rendu à la justice en novembre dernier», a affirmé M^e Rabah Guendouzi, qui a démenti dans une déclaration en marge des trois procès au niveau

du tribunal de première instance de Sidi M'Hamed, ce qui a été rapporté par la presse nationale sur les conditions de son arrestation et son extradition du Maroc où il s'était réfugié, après le scandale financier de Union Bank.

Brahim Hadjas, dont deux de ses fils sont réfugiés au Canada où ils s'étaient enfuis après le scandale de Union Bank, avait créé plusieurs entreprises-satellites de Union Bank : Union Pêche, Union Santé, Union Immobilier, Union Li Industrie, Air Fret Service, China Trading, Algeria Aviation Services, et UB Brokerage. (APS)